

CONV 349/02

WG VIII 10

NOTE DE SYNTHÈSE

du: Secrétariat

au: Groupe de travail VIII "Défense"

Objet: **Note de synthèse de la réunion du 14 octobre 2002**

Résultats des travaux

1. Auditions du Général Cabigiosu (ancien commandant de la KFOR), du Général Hägglund (président du Comité militaire de l'UE) et de M. Le Roy (représentant spécial de l'UE dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine)

Le groupe a accueilli les invités susmentionnés qui ont fait une série d'exposés concernant la gestion de crises.

Le Général Cabigiosu a souligné l'importance d'un certain nombre d'éléments qui ont un rôle clé à jouer pour garantir l'existence d'une chaîne de commandement militaire efficace au sein d'une force multinationale. Ces éléments concernent les procédures de nomination du commandant de la force, la discipline militaire (notamment le mode de fonctionnement compte tenu de la diversité des structures juridiques), la formation en commun (il convient de réfléchir à la création d'une école militaire européenne) et l'harmonisation des dispositions en matière de traitement, d'assurance et de régime social. Le succès d'une opération multinationale dépend de la bonne combinaison des unités de combat opérant ensemble sur le terrain. Des capacités communes sont nécessaires dans le domaine de la logistique, du transport stratégique et du renseignement (cette question étant toutefois sensible).

Le Général Hägglund, qui a souligné qu'il intervenait à titre personnel, a exposé au groupe les structures et procédures actuelles en matière de gestion de crises. Dans la pratique, toute opération ferait l'objet d'une décision de l'ensemble des États membres mais pourrait être menée par certains d'entre eux seulement (c'est ce que l'on appelle la "coalition des pays déterminés à agir"). Les procédures actuelles supposent l'intervention d'un certain nombre de comités, ce qui n'est pas nécessairement propice à une prise de décision rapide, même si la disposition du traité de Nice permettant de déléguer le pouvoir de décision au COPS est utile à cet égard. Le rôle de l'état-major est de fournir des avis sur les options militaires stratégiques; à l'heure actuelle, son mandat ne couvre pas la planification opérationnelle et la conduite des opérations. La Convention pourrait peut-être réfléchir à un élargissement du

mandat de l'état-major dans ce sens. Elle pourrait aussi se pencher sur les questions suivantes: comment unifier l'autorité en matière de gestion de crises, éventuellement dans la personne du Haut Représentant (HR); le fait que le HR exercerait la présidence du Conseil "Affaires étrangères" serait-il bénéfique au regard de la gestion de crises; comment établir un lien entre le commandement militaire et les représentants spéciaux de l'UE sur place (en tirant les enseignements de l'expérience des Nations Unies) et convient-il d'étendre la capacité de l'UE à mener des opérations militaires au sein de l'UE (c'est-à-dire dans le domaine de la protection civile)?

M. Le Roy a exposé la situation actuelle en ce qui concerne les représentants spéciaux de l'UE. Partant de sa propre expérience, il a cité un certain nombre de facteurs positifs qui ont permis de mener une expérience de gestion de crises, dans l'ensemble réussie, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine. Premièrement, la nomination de représentants spéciaux par le Conseil est un moyen important de conférer une légitimité politique. Deuxièmement, les relations de travail entre les représentants spéciaux et le Haut Représentant fonctionnent bien (le HR étant en mesure d'agir rapidement et efficacement lorsque les circonstances l'exigent). Troisièmement, sur place, la réussite tient davantage à l'influence qu'à une autorité politique déclarée. Quatrièmement, la coopération entre l'UE et les États-Unis a été excellente et de bonnes relations ont été établies avec l'OSCE, l'OTAN et les Russes. Les points particuliers qui doivent être améliorés concernent le financement (les ressources sont insuffisantes) et la logistique (il n'y a par exemple pas de réseau de communication sécurisé avec Bruxelles). Les relations entre les différentes institutions sont relativement satisfaisantes, même si les contacts avec le Parlement européen sont très réduits.

2. Échange de vues sur la gestion de crises

Le président a invité les membres du groupe à réagir aux points soulevés par les experts, en se concentrant particulièrement sur les questions figurant dans l'ordre du jour de la réunion.

D'une manière générale, le groupe a estimé qu'il fallait veiller à une prise de décision rapide dans le domaine de la gestion de crises et que les procédures actuelles étaient trop lourdes. La contribution des différents comités au processus doit être simplifiée, mais il sera difficile de modifier les structures existantes étant donné qu'elles reflètent la structure actuelle en piliers. Plusieurs membres du groupe ont suggéré que l'efficacité de la gestion de crises pourrait être renforcée en conférant au Haut Représentant une autorité plus directe. Il a aussi été suggéré de créer une fonction de HR adjoint chargé de la défense, mais certains ont mis en garde contre la création de nouvelles fonctions. Le groupe a approuvé en général le rôle des représentants spéciaux, certains membres suggérant que ceux-ci devraient jouir d'une plus grande autonomie sur le terrain. Le groupe a aussi estimé qu'il fallait prévoir des ressources financières suffisantes pour la gestion de crises, y compris pour les représentants spéciaux. Il convient de réfléchir à la responsabilité politique des représentants spéciaux, ainsi qu'à la question plus générale de la responsabilité dans le cas des opérations de gestion de crises. Le groupe a pris note de l'idée d'étendre le mandat de l'état-major à la planification et à la conduite d'opérations spécifiques. Il a apporté son soutien à la suggestion visant à renforcer la coopération dans des domaines tels que la formation et l'harmonisation juridique.

Répondant aux observations formulées, les orateurs ont ensuite soulevé certains points. On a noté que des éléments plaident en faveur de la création d'un point de contact unique sur le terrain, qui serait responsable de l'ensemble de l'action de l'UE et en garantirait ainsi la cohérence. Le rôle du HR pourrait être élargi à la présidence du Conseil "Affaires étrangères" (qui fournirait son assistance notamment en cas de crise), le COPS conservant toutefois ses prérogatives en matière de direction stratégique d'une éventuelle opération de gestion de crises.

Le président a clôturé la réunion en relevant les points suivants:

- les membres sont en général d'accord pour estimer qu'il convient de disposer de procédures rapides et rationalisées pour la gestion de crises, sans compromettre la responsabilité politique;
- le groupe a constaté que le mandat actuel de l'état-major ne lui permettait pas de planifier ou de conduire des opérations, et que les aspects civils des opérations étaient planifiés et conduits au sein des structures de l'UE;
- les membres du groupe sont convenus de la nécessité de renforcer la coopération en matière de formation. La suggestion portant sur la création d'une école militaire commune a suscité un certain intérêt;
- l'idée de renforcer le rôle du Haut Représentant a recueilli un large appui, notamment pour ce qui est de lui donner un droit d'initiative en matière de gestion de crises, tout en maintenant le rôle central du COPS pour ce qui est du contrôle politique et de la direction stratégique des opérations de gestion de crises. Il a par ailleurs été suggéré de créer une fonction de HR adjoint chargé de la défense;
- la question du statut et du rôle des représentants spéciaux, ainsi que des ressources mises à leur disposition, doit elle aussi être examinée plus avant. Cette question, de même que celle du rôle du Haut Représentant, aurait avantage à être examinée lors de la réunion conjointe des groupes de travail "Action extérieure" et "Défense".

La prochaine réunion aura lieu le 29 octobre et sera essentiellement consacrée à la portée de la PESD. Un document sera transmis aux membres du groupe de travail avant la réunion.
